

EC1 : « Vous montrerez que les asymétries d'information sont une source de chômage structurel »

Les asymétries d'information sont une source de chômage structurel. Une asymétrie d'information désigne une situation où **l'une des parties a plus d'informations que l'autre**. Sur le marché du travail, **l'offreur a connaissance de sa capacité de travail, de son niveau de motivation etc. alors que le demandeur de travail (le recruteur), veut recruter un travailleur efficace et volontaire mais sans réellement savoir si le candidat est productif**. Une asymétrie d'information peut engendrer une situation d'**aléa moral**, c'est-à-dire qu'**un agent peut modifier son comportement quand il se sent protégé contre un risque**. Dans cette situation, le travailleur recruté pourrait ensuite "se la couler douce" quand il n'est pas observé. Les recruteurs cherchent à limiter ce phénomène. Ils peuvent alors verser un " **salaire d'efficience**", c'est-à-dire **un salaire fixé au-dessus du salaire d'équilibre, dans l'objectif de motiver le salarié, de le rendre plus productif et d'attirer les meilleurs candidats**. Ce salaire d'efficience aura un **impact négatif : il va augmenter le chômage structurel**. En effet, **en versant un salaire supérieur au salaire d'équilibre, cela va faire augmenter l'offre de travail** (des individus seront attirés par les hauts salaires et intégreront le marché du travail). Cependant, ce salaire plus élevé que nécessaire **va faire baisser la demande de travail**. Le "prix" du travailleur étant plus élevé, les entreprises ne pourront pas en embaucher autant que dans la situation précédente (avant l'augmentation des salaires). **Comme sur tout marché, quand le prix augmente, la demande baisse. Si l'offre de travail augmente et que la demande de travail baisse, alors cela va créer un déséquilibre** (il y a plus d'offre que de demande) : **du chômage**. Imaginons une situation sur le marché des téléprospectiveurs, généralement payé 1700€ net (le prix d'équilibre). Si les entreprises choisissent de payer ces mêmes profils 2200€ net, le nombre de candidats va augmenter et le nombre d'embauche de ces entreprises va baisser, ce décalage créera du chômage dans ce secteur d'activité.

EC2 :

1. Ce document est un graphique présentant l'évolution des émissions de gaz à effet de serre dans le monde entre 1990 et 2021 (indice base 100 en 1990). Il a été publié par le Ministère de la Transition Ecologique en 2022. En Chine, entre 1990 et 2021, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 275% soit une multiplication par 3.75. 1990 et 2021, les émissions de gaz à effet de serre dans le monde ont augmenté de 60% soit une multiplication par 1.6. Ainsi, la Chine est le pays dans lequel les émissions ont le plus augmenté pendant cette période.
2. **En présence de biens communs (bien rival et non excluable), les négociations et accords internationaux sont contraints par des stratégies de passager clandestin qui consistent à bénéficier d'une situation favorable sans en avoir subi les coûts**. En effet, certains Etats **refusent la signature de traité**

internationaux qu'ils jugent trop contraignants. Ces **passagers clandestins** rendent alors les situations **inégalitaires** puisque **certains vont faire des efforts pour mettre en place des politiques publiques de lutte contre la dégradation de l'environnement** (limitation de la production, interdiction de l'exploitation de certaines ressources, nécessité d'investir dans la transition énergétique etc...), **ces actions vont bénéficier à tous les pays du monde.** Cette situation peut aboutir à une absence de prise de décision, les autres parties refusant de faire des efforts de crainte d'être désavantagé "*pourquoi faire des efforts si mon voisin ne le fait pas ?*". Ainsi, le document nous permet d'illustrer le phénomène au travers de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre de l'Inde et de la France. Entre 1990 et 2021, les émissions de gaz à effet de serre de l'Inde ont augmenté de 130% alors que celles de la France ont diminué de 25% tout comme celles de l'UE à 27. Ainsi dans cette situation, l'Inde pourrait être considéré comme un passager clandestin. Cependant, les inégalités de développement expliquent en partie ce phénomène et constituent d'ailleurs un autre frein dans les négociations internationales liées à la préservation de l'environnement.

EC3 :

Depuis l'élection de Donald Trump fin 2024 aux USA, le commerce international a été fortement perturbé par les décisions d'augmenter subitement les droits de douanes imposés aux partenaires commerciaux (Chine, UE etc...). Ces décisions ont d'ailleurs fortement impacté l'économie mondiale, dont l'économie américaine : l'indice S&P 500, représentant les 500 plus grosses entreprises en termes de capitalisation boursière, a chuté de plus de 20% entre février et avril 2025. Comment justifier ces mesures protectionnistes ? Nous montrerons dans ce développement, que le recours au protectionnisme peut présenter des avantages. Le **protectionnisme** est une politique économique visant à protéger l'économie nationale en limitant les importations. Annonce du plan :

- I. Le protectionnisme permet de favoriser les entreprises et les emplois nationaux
- II. Le protectionnisme permet de développer des avantages comparatifs
- III. Le protectionnisme favorise l'indépendance dans les secteurs centraux et stratégiques

Le protectionnisme permet de favoriser la consommation des produits nationaux, et donc des entreprises et travailleurs du territoire. En limitant les importations de produits étrangers (quotas ou droits de douane prohibitif), les consommateurs se dirigent vers des produits fabriqués sur le territoire, ce qui permet aux entreprises nationales de **générer plus de bénéfices**, mais aussi de **conserver les emplois**. Ainsi, pendant le

précédent mandat de Donald Trump (en 2018) et pendant celui de Biden (en 2022), les tarifs douaniers élevés, notamment envers la Chine, ont permis de « *donner une bouffée d'oxygène aux industries affaiblies par les importations* » (document 1). Les USA ont d'ailleurs, depuis plusieurs années, mis en place des mesures protectionnistes contre l'acier et l'aluminium étrangers afin de protéger les entreprises du territoire. Même en France, les industries subissent fortement la concurrence internationale et font faillites ou se voient fortement encouragés à délocaliser. Ainsi, le document 3 nous permet de constater qu'en 1950, 20 % des heures travaillées en France l'étaient dans l'industrie (hors construction), contre seulement 10 % en 2020. La part du nombre d'heures travaillées dans l'industrie a donc été divisée par deux ce qui est une conséquence directe de la concurrence internationale. Le secteur secondaire n'est pas le seul secteur touché. En 1950, 35% des heures travaillées en France l'étaient dans l'Agriculture, contre seulement 5% en 2020. Le secteur primaire est donc lui aussi fortement impacté et les récentes mobilisations des agriculteurs dénoncent justement ce phénomène.

Le protectionnisme permet aussi de développer des avantages comparatifs, de se spécialiser dans des domaines pour gagner des parts de marché. Un avantage comparatif désigne un avantage en termes de productivité dans un secteur d'activité. Quand un pays aide ses producteurs locaux, en versant des subventions, cela revient à leur offrir une forme de protection face à la concurrence. **Friedrich LIST**, économiste allemand du XIXe siècle préconisait même la pratique du “**protectionnisme éducateur**”, il s'agit de **protéger les entreprises naissantes**, pendant un temps, afin de les rendre plus **solides** pour **affronter la concurrence internationale**. Le protectionnisme est, dans cette optique, **temporaire** mais permet bien d'être plus compétitif sur la scène internationale. Aux USA, L'Inflation Reduction Act de 2022 consistait à verser de nombreuses subventions et exonérations aux entreprises engagées dans la transition énergétique. Ce qui a renforcé la position des entreprises nationales tout en attirant de nouveaux IDE (investissements directs à l'étranger). Le CHIPS and Science Act est un autre programme permettant aux entreprises américaines de s'accorder une place dans la production de microprocesseurs. Enfin, mobilisons l'exemple de la Chine qui a très largement subventionné les industries productrices de panneaux solaires. Cela a permis à la Chine de devenir le leader mondial sur ce marché : 77.8% de la production mondiale de panneaux solaires provient de la Chine contre 0.6% pour l'Europe en 2023.

Le protectionnisme favorise aussi l'indépendance des secteurs centraux comme la santé, la sécurité ou l'alimentation). Protéger les entreprises d'armement, pharmaceutiques ou même agricoles par une **limitation** ou une **interdiction** de **l'importation de produits étrangers** favorise **l'indépendance du pays** dans des **secteurs vitaux**, nécessaires pour répondre aux **besoins de la population**. Par exemple, lors de la crise du COVID-19 en 2020, la France s'est retrouvée en difficulté car elle ne produisait plus de masques sur le territoire national, ce qui l'a obligée à en importer,

souvent difficilement au vu de la demande mondiale. Plus récemment, les pays européens se sont engagés dans une politique de réarmement pour répondre au désengagement militaire des USA dans la guerre en Ukraine. Il est apparu plus opportun d'être moins dépendant d'alliés qui peuvent changer rapidement de position.

Ce développement a donc été l'occasion d'expliquer et d'illustrer trois avantages du recours au protectionnisme. En favorisant la consommation de produits nationaux, il permet de protéger les entreprises et les emplois du territoire. En subventionnant et protégeant certains secteurs, il permet de développer des avantages comparatifs et de renforcer une spécialisation pour gagner des parts de marché. Finalement, le protectionnisme permet de conserver une indépendance dans des secteurs stratégiques ce qui est crucial pour répondre aux besoins de la population dans des situations d'urgence.

Les décisions de Donald Trump divisent, de nombreux économistes et même des proches conseillers du président critiquent ces mesures protectionnistes qui présenteraient de nombreuses limites. Le débat entre partisans du libre-échange et du protectionnisme n'est donc pas prêt d'être tranché.